

Ce que les maisons de culte doivent savoir sur le processus d'aide aux sinistrés de la FEMA



FEMA



U.S. Small Business Administration



Demander un prêt à faible taux d'intérêt auprès de L'administration des petites entreprises (SBA) (SBA) des États-Unis est la première étape

Les maisons de culte sont considérées comme des organisations privées à but non lucratif qui fournissent un service social non critique et essentiel, comme les centres communautaires et les centres pour personnes âgées. Cette catégorie d'organismes à but non lucratif doit passer par le processus de demande de prêt avec L'administration des petites entreprises (SBA) En cas de catastrophe avant que la FEMA ne puisse déterminer l'éligibilité au programme d'assistance publique de l'agence, qui rembourse les dépenses pour les mesures de protection d'urgence, l'enlèvement des débris et la réparation ou la reconstruction des biens endommagés par la catastrophe.

Les prêts en cas de catastrophe à faible taux d'intérêt de la SBA fournissent jusqu'à 2 millions de dollars pour les biens immobiliers endommagés et la réparation ou le remplacement de biens, tels que des meubles, des agencements et d'autres stocks éligibles.

Bien qu'une maison de culte ne soit pas tenue de contracter un prêt, l'assistance publique ne financera aucun travail permanent associé, sauf si une demande de prêt SBA a été refusée ou ne couvre pas entièrement les coûts des travaux permanents.

Les organisations religieuses qui fournissent un « service essentiel » n'ont pas à passer par le processus SBA

Les organisations à but non lucratif qui gèrent des établissements médicaux et éducatifs sont considérées comme des « services essentiels ». Cette catégorie d'organisations à but non lucratif peut travailler avec la FEMA sur une subvention potentielle sans s'adresser d'abord à la SBA. Toutefois, cela ne s'applique qu'aux installations fournissant des « services essentiels ». Les maisons de culte doivent toujours demander un prêt SBA pour les installations endommagées fournissant des « services non critiques ».

Soumettre les réclamations d'assurance dès que possible

Toutes les maisons de culte ne peuvent pas souscrire une assurance, mais celles qui le font doivent soumettre des documents. Selon la loi, la FEMA ne peut pas dupliquer les avantages. Les subventions fédérales peuvent couvrir les pertes non assurées ou sous-assurées.

Nous encourageons chacun à documenter et à assurer ses biens et à se familiariser avec sa police. Toutes les polices d'assurance ne sont pas identiques. Les montants de couverture, les franchises et les plafonds de paiement peuvent varier considérablement.

Processus de demande

Après l'approbation d'une déclaration de catastrophe fédérale, consultez le site Web de la gestion des urgences de votre État pour obtenir un calendrier des séances d'information des candidats qui donnent un aperçu du programme d'assistance publique.

Tous les lieux de culte, qu'ils fournissent des services sociaux critiques ou essentiels, doivent soumettre une demande d'assistance publique de la FEMA via le portail des subventions, un outil de gestion de la récupération en ligne, dans les 30 jours suivant la date d'une déclaration de catastrophe présidentielle. Toute question concernant le processus peut être répondue par votre responsable des urgences local et/ou national.

Si éligible, la FEMA et l'État coordonneront alors une réunion de cadrage de récupération pour déterminer les dommages remboursables.



Ce que vous devrez fournir

- Preuve du statut d'exonération fiscale fédérale ou étatique ou autres documents indiquant le statut d'organisation à but non lucratif, tels que les statuts ou les statuts.
- Preuve de l'incorporation/de la charte/des statuts avant la catastrophe.
- Un Système universels de numérotation des données établi avec le gouvernement.
- Documents justificatifs établissant le bail ou la propriété du bâtiment, une preuve d'utilisation et une preuve d'assurance.
- Si l'éligibilité est accordée, les éléments suivants devront être soumis : Une liste des sites endommagés ; photos « avant et après » ; et des informations sur les structures historiques.

Maisons de culte : Comment se préparer

Programme national d'assurance contre les inondations

Il est important de savoir que le NFIP est la première ligne de défense contre les inondations. Les polices d'assurance des propriétaires et des biens commerciaux excluent généralement la couverture contre les inondations, mais les maisons de culte peuvent souscrire des polices d'assurance commerciales contre les inondations par le biais du Programme national d'assurance contre les inondations (NFIP) ou d'agents d'assurance locaux s'ils font partie d'une communauté participante. Le site Web du NFIP répertorie toutes les communautés participantes. Les polices d'assurance commerciales contre les inondations couvriront jusqu'à 500 000 \$ pour les structures endommagées et 500 000 \$ pour le contenu.

Ces polices sont disponibles dans les zones à haut et à faible risque. Il est important de noter qu'une police NFIP doit être achetée au moins 30 jours avant un événement afin de pouvoir faire une réclamation après.

L'accès à ces fonds ne nécessite pas de déclaration présidentielle de catastrophe. Le NFIP définit une inondation comme une condition générale et temporaire d'inondation partielle ou complète de deux acres ou plus de terres normalement sèches, ou de deux propriétés ou plus.

Inventaire des documents

Il est utile d'avoir **une liste de l'inventaire des biens avant une catastrophe**. Il est plus facile de remplacer ce qui a été perdu.

Soyez connectés

Avec vos premiers intervenants locaux et votre agence de gestion des urgences, les responsables locaux des urgences peuvent partager des informations sur les risques potentiels pour votre région, y compris si votre église se trouve dans une zone inondable. Les premiers intervenants peuvent vous aider à réfléchir à la création d'un plan d'opérations d'urgence.

Pour plus d'informations, visitez: fema.gov/faith



FEMA